POUR UN PROGRAMME CONCRET

1) REFORMES PRIMAIRES IMMEDIATES

Ces réformes sont applicables rapidement ; il s'agit de mesures faciles favorisant une reprise économique générale et permettant à la fois de sortir de l'immobilisme et de mobiliser les bonnes volontés :

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE URBAINE :

- plein emploi grâce à un équilibre de la main d'œuvre, variable entre le nombre des travailleurs, la durée de l'emploi (âge de la retraite) et la durée hebdomadaire du travail ;
- aides spéciales pour investissements aux entreprises défavorisées momentanément dans le cadre du marché commun ;
- aides spéciales aux entreprises en reconversion mais gardant l'ensemble de leur personnel.

CONSTRUCTION :

- simplification des formalités d'obtention du permis de construire ;
- réduction de l'apport personnel des constructeurs par une politique très large du crédit, et l'octroi, en une seule fois, de la totalité des primes à la construction allouées par l'Etat et habituellement échelonnées régulièrement sur plusieurs années.

EXPORTATION :

- organisation active et systématique par le Secrétariat au Commerce Extérieur dans le cadre de toutes les foires-expositions étrangères ordinaires ou de foires-expositions itinérantes typiquement françaises, avec la participation des entreprises françaises (avantages spéciaux aux entreprises exportatrices, primes d'exposants pour les entreprises nouvellement favorables à l'exportation et désireuses d'en faire l'essai).

AGRICULTURE :

- favoriser l'équipement matériel des campagnes (matériels agricoles, aménagements des locaux, extension ou regroupements des petites entreprises) pour obtenir une amélioration du niveau de vie rural par une rentabilisation améliorée des entreprises agricoles, et aussi une diminution des coûts de production et donc de commercialisation.

ARMEE :

- transformation, pour le Contingent, en un service civique national ; ainsi les militaires pourraient être systématiquement titulaires : de tous les permis de conduire routiers, des brevets de secouriste, de nageur-sauveteur, etc... ces différents brevets ou diplômes étant obligatoirement acquis durant la période légale de service, ceci grâce aussi bien aux cadres de carrière de l'Armée qu'aux spécialistes incorporés pour la durée légale.
- aide des militaires aux polices locales urbaines ou routières à titre temporaire (saisons estivales locales, réglementation de la circulation routière aux endroits difficiles appelés "points noirs" durant les jours fériés, etc...)
- aide aux travaux de voierie locaux, lorsque les budgets des services techniques sont insuffisants.
- formation technique des recrues sans qualification : personnel agricole excédentaire devant se reconvertir, ou jeunes gens ayant été mal orientés, avec étude de métier technique (dans les centres de formation professionnelle de l'armée) avec des contrats d'apprentissage éventuel.

2) REFORMES PROFONDES DE STRUCTURES

Nécessitant des études approfondies, ces réformes ne peuvent être immédiates ; les projets suivants ne sont donc que des données de base avant études et discussions tant aux échelons locaux qu'à l'échelon national :

L'ENSEIGNEMENT :

les aménagements de surface ou les modifications profondes ne peuvent être le fait d'un seul personnage, ni d'un seul groupe. L'avenir de la FRANCE dépendant des jeunes générations, c'est à dire de nos Enfants, la question de la réforme de l'Enseignement est vitale ; elle doit être le fruit du travail de tous sans aucune exclusive de façon à aboutir à ce que nos enfants, quelque soit la période d'achèvement de leur scolarité soient en prise directe avec les réalités de la vie tant physiques (sports) qu'économiques et matérielles.

Il s'agit donc d'un très grand mouvement qui implique un changement moral profond pour certains éducateurs comme pour certains parents.

EVOLUTION ET DEVELOPPEMENT DU DROIT SYNDICAL

Plus facile à mettre en œuvre et plus précise, cette solution nous semble préférable à la participation, floue et délicate.

Pour faciliter une évolution de structure et un développement du droit syndical, apolitique réellement, il semble indispensable d'obtenir une unité syndicale nationale (avec des sections spécialisées pour chaque corporation) et qui serait vraiment représentative de tous les salariés.

Ensuite le droit syndical pourrait être étendu de façon générale avec l'obligation, pour tout salarié, d'être syndiqué. La représentativité syndicale serait alors non seulement indiscutable mais uniformément valable et élaguée de toute considération ou nuance politique.

VOTEZ EXPANSION FRANÇAISE Jacques DURIEUX

ÉLECTEURS : *Réfléchissons et, ensemble, agissons.*

QUELLE EST LA SITUATION ACTUELLE ?

D'un côté, dit "à gauche", le parti communiste, bien organisé et bien structuré, dont la direction "extérieure" est de notoriété publique et dont le programme est plus international que français.

De l'autre côté, dit "à droite" selon les uns, ou "au centre" selon les autres : le gaullisme, qui n'est pas, à proprement parler, un parti animé par un programme construit et suivi mais un rassemblement, un attroupement de ceux qui font confiance à un seul homme, lequel ne fait participer personne à la conduite du pays ni à l'élaboration de son programme.

Il y a encore quelques groupes politiques qui, volontairement ou non, tournoient autour des deux grands groupes cités ci-dessus. Et puis, il y a enfin la grande masse des perplexes, des hésitants, des Français qui s'interrogent après une prise de conscience longue et difficile.

OU VA LA FRANCE ?

Oui, force est bien de s'interroger et de se demander : où va la FRANCE ? D'un côté, un totalitarisme bien structuré ; de l'autre... une question... sans réponse.

En effet, quel est le programme de l'ancienne majorité ? Avant tout, faire échec au communisme, puis... "faire confiance pour le reste". Cela constitue-t-il vraiment un programme pour tout un pays ? Il est fait plus appel à la peur instinctive du communisme pour rameuter les électeurs indécis, que de leur proposer quelque chose de constructif. Pourquoi ?

C'est le caractère même de l'homme qui est en cause : notre Président est un homme valeureux, clairvoyant (il l'a montré bien des fois sur le plan **international**) mais qui a une vocation de solitaire. Ses retraites sur lui-même dans sa "tour d'ivoire" sont plus décisives que l'intervention de ses collaborateurs ou de ses opposants. Or si sa clairvoyance internationale est acquise de l'avis presque unanime, peut-on en dire autant sur le plan intérieur ?

Notre Président ressemble à un marin, navigateur expérimenté, qui se tiendrait sur la plage : regardant au loin, il sait voir à l'horizon le changement du temps en cours, le vent ou la tempête qui s'annonce... alors qu'il ne voit ni ne sent, à ses pieds, l'eau de la marée qui va le submerger. Certes, qu'un grand homme puisse avoir des faiblesses, cela est normal ; mais, justement, peut-on logiquement admettre qu'un pays ne soit dirigé que par un seul homme ? Pourtant, c'est le cas de la FRANCE. Qui, avec honnêteté, peut prétendre qu'après la retraite du Général, les Français soutiendront et suivront l'un quelconque de ses ministres actuels ?

QUE FAIRE ?

Alors, que faire ? D'un côté, un homme ; de l'autre, un groupe au totalitarisme bien structuré et réprouvé par une grande majorité des Français. Le dilemne est de taille ; mais ce ne semble être qu'un faux problème. Objectivement, les notions classiques de "gauche", "centre" et "droite" sont dépassées. Pourquoi ? Non pas que les idées proprement dites soient périmées, mais parce que cela n'a plus grand sens pratique pour la grande masse des Français. Ce qui compte, c'est la prospérité dans le calme et la dignité ; la jouissance paisible des biens et loisirs que la juste rétribution du travail de chacun permet d'obtenir.

UN ESPRIT DE RENOUVEAU ...

Les derniers évènements ont démontré aux Français les malaises dûs à certaines structures archaïques et anachroniques. Ceci a permis la renaissance d'un esprit neuf et d'une volonté nouvelle de progrès et de dynamisme. Ce besoin de renouveau ne peut-être assuré par le parti communiste qui effraie les Français, ni par le gaullisme dirigé par un seul homme au programme secret. Le malaise est certain, le ressentiment est profond et le besoin de sortir de notre immobilisme est conscient chez beaucoup. LES FRANCAIS SE SENTENT CONCERNES PAR L'AVENIR DE LEUR PAYS, nombreux sont ceux qui veulent être "engagés" moralement et physiquement. Les Français désirent encore faire confiance, mais à qui ?

Ce besoin de mouvement, de dynamisme, est avant tout économique et social. L'énergie de tous peut-être mobilisée, et elle le doit ; de nombreux Français, notamment les jeunes dont le nombre va grandissant, le souhaitent avec insistance.

AVEC LES JEUNES ...

Les jeunes ont besoin de travailler, sans être toutefois ennemis des générations en place. Donc leur intégration à la vie économique du pays ne doit pas être oubliée. Vous qui avez une situation, si vous ne voulez pas que votre place soit prise de force, songez à leur avenir. Prévoir l'avenir des jeunes, c'est garantir le vôtre. Cette prévision doit être faite dès l'adolescence de façon à mettre la jeunesse en prise directe avec la vie réelle et l'économie grâce à une réforme profonde de tout l'enseignement.

ENSEMBLE : L'EXPANSION FRANCAISE

Il faut grouper toutes les énergies dans un grand mouvement nouveau, aussi bien dans sa constitution par **des hommes sans passé politique** que nouveau dans son esprit et son programme basé avant tout sur L'EXPANSION ECONOMIQUE ; meilleur facteur d'un prestige international (voyez la SUISSE) que tout le reste.

Enfin le Gouvernement de notre pays ne peut-être le fait ni d'un solitaire, ni de purs technocrates, ni de personnages télécommandés de l'extérieur. UN GOUVERNEMENT D'EXPANSION FRANCAISE se doit donc d'être une équipe active, collégiale dans la légalité, dynamique et ouverte envers le Législatif, respectueuse de la Justice et aussi soucieuse de la dignité humaine individuelle que de l'essor et du bien de la collectivité toute entière.

Préparer l'Avenir, c'est penser EXPANSION FRANÇAISE